



***L'ARMÉE RÉPUBLICAINE IRLANDAISE ET LES MÉDIAS BRITANNIQUES
DE 1968 À 1994***

**Mémoire de géopolitique
du chef d'escadron Guillaume JACQUET
dans le cadre du séminaire « Influence du terrorisme sur la géopolitique »**

Directeur : Monsieur François GÉRÉ

Février 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. L'armée républicaine irlandaise et les médias britanniques de 1968 à 1994.
2. 2007_memoire_geop_l'IRA et les medias_Jacquet
3. Chef d'escadron, Gendarmerie nationale, JACQUET Guillaume, France
4. Février 2007
5. Division B – groupe B5
6. Mémoire de géopolitique
7. Faisant partie des plus anciennes organisations terroristes au monde, l'IRA est le point central sur lequel viennent inmanquablement butter ceux qui s'échinent à résoudre le conflit en Irlande du Nord comme ceux dont la mission est d'informer l'opinion publique. L'IRA n'a en effet pu prospérer depuis 1968 sans avoir au mieux établi une véritable stratégie médiatique, ou au minimum exploité habilement des incohérences dans le système complexe de relations entre le pouvoir politique et les médias. Dans la période 1968 - 1994, la plus tendue, il apparaît que les gouvernements successifs ne sont jamais parvenus à concilier l'efficacité de la lutte contre l'IRA et son volet médiatique avec la nécessaire protection des libertés individuelles. En ce qui les concerne, les médias ont perdu de leur crédibilité pour n'avoir pas réussi à préserver leur indépendance, tiraillés entre l'obligation d'informer honnêtement l'opinion publique sur les enjeux de ce conflit et les exigences d'un pouvoir politique engagé dans une guerre et en quête d'un soutien sans faille.
8. Terrorisme, IRA, Irlande du nord, Grande-Bretagne, médias.

L'armée républicaine irlandaise et les médias britanniques
De 1968 à 1994

SOMMAIRE

**PREMIÈRE PARTIE : APPRÉHENDER LE TERRORISME RÉPUBLICAIN POSE DE
VÉRITABLES CAS DE CONSCIENCE AUX MÉDIAS**

Des mécanismes et un contexte particuliers

Implications et enjeux

L'épineux problème de la censure

DEUXIÈME PARTIE : L'IRA, UNE ORGANISATION TERRORISTE À PART

L'IRA bénéficie historiquement d'une forte sympathie au sein de la communauté
catholique

Les contradictions de l'IRA attisent une curiosité naturelle

La stratégie médiatique de l'IRA est surtout déconcertante

INTRODUCTION

Depuis le tragique soulèvement des Pâques sanglantes de 1916, la Grande-Bretagne est engagée à ses portes, sur l'île d'Irlande, dans un conflit fratricide qui, dans sa phase la plus sanglante, a fait plus de 3 000 morts ces vingt-cinq dernières années. Ne pouvant se résumer à un simple affrontement entre les communautés catholiques et protestantes d'Irlande du nord, ce conflit est, selon le côté où l'on se place, une guerre de libération nationale ou une rébellion attisée par les terroristes de l'armée républicaine irlandaise (IRA).

Faisant partie des plus anciennes organisations terroristes au monde, l'IRA est le point central sur lequel viennent inmanquablement butter ceux qui s'échinent à résoudre le conflit comme ceux dont la mission est d'informer l'opinion publique. L'IRA n'a en effet pu prospérer depuis 1968 sans avoir au mieux suivi une véritable stratégie médiatique, ou au minimum exploité habilement des incohérences dans le système complexe de relations entre le pouvoir politique et les médias. Dans la période 1968 - 1994, la plus tendue, il apparaît que les gouvernements successifs ne sont jamais parvenus à concilier l'efficacité de la lutte contre l'IRA et son volet médiatique avec la nécessaire protection des libertés individuelles. En ce qui les concerne, les médias ont perdu de leur crédibilité pour n'avoir pas réussi à préserver leur indépendance, tiraillés entre l'obligation d'informer honnêtement l'opinion publique sur les enjeux de ce conflit et les exigences d'un pouvoir politique engagé dans une guerre et en quête d'un soutien sans faille.

En premier lieu, il apparaît qu'appréhender le terrorisme républicain pose de véritables cas de conscience aux médias : face à un conflit irlandais qui n'est semblable à aucun autre, les médias font face à des mécanismes particuliers, mais aussi à des enjeux difficiles à concilier et auxquels ils ont du mal à répondre. En butte à la critique de tous les protagonistes, ils s'exposent ainsi à un contrôle toujours plus serré du pouvoir politique.

En second lieu, il semble évident que ces difficultés sont essentiellement le fait de l'IRA : légitimement enracinée dans la communauté catholique, l'IRA des années 1968 - 1994 est une organisation complexe et originale qui naturellement attise une curiosité délicate à gérer. Pourtant, elle doit plus son développement à sa capacité à exploiter opportunément les événements qu'à une véritable stratégie médiatique construite pour le long terme et dirigée vers un but : la réunification d'une Irlande débarrassée des Anglais.

PREMIÈRE PARTIE

APPRÉHENDER LE TERRORISME RÉPUBLICAIN POSE DE VÉRITABLES CAS DE CONSCIENCE AUX MÉDIAS

A) Des mécanismes et un contexte particuliers

1 - Les médias doivent faire face à de vrais dilemmes.

Les médias britanniques éprouvent les pires difficultés à traiter convenablement du conflit nord irlandais et à situer leur rôle. Ils ne savent pas comment appréhender le terrorisme républicain dans son ensemble et peinent à tenir une ligne directrice claire. Les médias sont en effet tenus d'informer et d'éclairer l'opinion publique sur les tenants et les aboutissants de ce conflit. Mais ils doivent aussi conserver une certaine distance objective, une forme d'esprit critique et une indépendance qui forment leur crédibilité.

C'est précisément là que réside la difficulté : les médias sont pressés en haut par un pouvoir politique engagé dans une véritable guerre et qui exige la mobilisation de tous, et contraints en bas par des impératifs commerciaux. Ils ne peuvent ainsi convenablement mettre le conflit en perspective sans être accusés de faire la publicité des terroristes. Et il leur est tout autant difficile de prendre part un minimum à la cause gouvernementale sans perdre leur crédibilité aux yeux du public : la situation n'est pas aussi tranchée que pendant la Seconde Guerre mondiale, quand les médias pouvaient légitimement soutenir les efforts de la nation engagée dans la lutte contre l'Allemagne nazie.

2 - Tous les médias ne sont pas égaux face à ces difficultés.

Les chaînes de télévision britanniques qui travaillent souvent dans l'urgence, souffrent, en la matière, du raccourcissement du temps.

Elles se doivent avant tout de rester réactives face aux événements. Et, devant cette forme de pression, elles hésitent rarement à les relater même si elles ne disposent pas de tous les éléments nécessaires pour les éclaircir. Cette impréparation frisant parfois l'improvisation, a souvent nui à la qualité de l'information diffusée, même si, par prudence, le présentateur préfère généralement en rester à un simple compte rendu de faits bruts dépourvu d'analyse politique. Les mises en perspective trouvent quant à elles leur place dans les magazines d'actualité de la BBC comme Panorama, 24 Hours ou Tonight, même si, il faut l'avouer, ses principaux dirigeants, nommés par le gouvernement, sont plutôt réticents à ce que l'on parle de l'IRA sur leur antenne. Globalement, le traitement par la télévision des événements dont l'IRA est responsable – ou tenue comme telle – n'est pas satisfaisant. Sa réputation s'en trouve amoindrie, tant aux yeux des téléspectateurs que du pouvoir politique qui ne trouve pas en elle l'alliée qu'il voudrait.

La presse écrite britannique n'est pas, elle non plus, à l'abri de cette difficulté, mais dans des formes différentes.

La presse populaire, pour sa part, l'a éludée. Très tôt, elle s'est clairement positionnée dans le camp de ceux qui estiment devoir lutter coûte que coûte contre l'IRA. Ces tabloids, que ce soit The Sun, The Daily Star ou The Daily Mail, se considèrent eux aussi en guerre contre les terroristes républicains. Ils se sont en quelque sorte auto investis de la mission de galvaniser tout un peuple contre ces « *cruels assassins* » (The Sun, 28 août 1979), comme aux plus noires heures de 1941 lorsque la presse exhortait les Londoniens à supporter les bombardements.

Les quotidiens de qualité comme The Times, The Guardian ou The Independent, évitent pour leur part toute accroche racoleuse notamment en une. Ils cherchent à relater les événements sans passion et avec le souci d'éclairer l'opinion publique sur les à-côtés politiques et le contexte du conflit. Il leur arrive aussi parfois de se placer du point de vue des terroristes, dans un effort d'expliquer leurs motivations profondes.

Au final, bien que leur approche du conflit soit singulièrement différente, les tabloids comme les quotidiens réputés pâtissent de leur positionnement.

Les premiers sont discrédités par l'acharnement quasi permanent dont ils font preuve non seulement contre l'IRA, mais également contre la communauté catholique nord irlandaise

toute entière. Dans leur aveuglement, il leur arrive même fréquemment d'attribuer à tort des attentats à l'IRA, sans que ces erreurs ne donnent lieu par la suite au moindre démenti. Pour les tabloids, l'IRA est forcément à l'origine de tout mal. Pour autant, cette ligne éditoriale fort contestable est maintenue dans la mesure où le lectorat populaire la réclame. Les intérêts convergeant, il n'y a donc pas matière à changer quoi que ce soit dans cette stratégie fondée sur des objectifs commerciaux plutôt que journalistiques ou déontologiques.

Pour la presse de qualité, les efforts d'explication, de clarification et de pédagogie régulièrement manifestés sont assimilés par les gouvernements successifs à un manque de sens civique éhonté, voire à une forme de trahison. Elle est fréquemment accusée de justifier le terrorisme en accordant trop facilement tribune aux membres de l'IRA.

Ainsi se met en place un trinôme essentiel à la bonne compréhension du conflit. Coincés entre la pression des lecteurs/téléspectateurs et celle exercée par les autorités, les médias éprouvent toutes les difficultés pour définir leur place. Les tensions sont ainsi nombreuses.

3 - La puissance de la presse écrite

Dans les années 1970 – 1980, la presse écrite jouit encore en Grande-Bretagne d'une grande renommée et d'une forte puissance de persuasion.

Détaché des réalités de l'Irlande du Nord qui lui sont généralement étrangères, l'homme de la rue a tendance à se raccrocher à ce qu'il peut en lire dans son quotidien préféré. «*La plupart des Anglais ont une vision déformée de ce qui se passe en Irlande du Nord. Car ils croient ce qu'ils lisent*»¹. Ainsi, pour beaucoup, le problème irlandais se résume à une minorité de criminels qui, sans raison légitime, commettent des attentats en frappant aveuglément les grandes villes du pays. Ils ne connaissent de l'IRA que le peu d'éléments mentionnés dans la presse, et ignorent donc généralement tout du contexte politique du conflit et des motivations des terroristes que les journalistes passent souvent sous silence. Ils ne retiennent au final que quelques faits bruts, circonscrits le plus souvent aux bilans des attentats.

¹ MAC CANN, E., *The British Press and Northern Ireland*, Londres ; Northern Ireland Socialist Research Centre, 1971.

Cette manière tronquée de relater l'ensemble des événements pose un vrai problème, car la presse écrite bénéficie à cette époque d'une aura certaine et d'une diffusion importante. Le cliché de l'Anglais découvrant les nouvelles du soir au moment du breakfast reste une réalité. En 1977, la presse nationale britannique tire à 14 millions d'exemplaires par jour et à 20 millions le dimanche, ce qui est tout à fait considérable.

De facto, cette situation fait peser de lourdes responsabilités sur les journalistes de la presse écrite, lesquels, forts de cette influence et de cette puissance, sont censés œuvrer avec mesure. Ils constituent un vecteur essentiel d'éducation des masses et devraient en théorie tendre naturellement vers l'objectivité et aider à instaurer dans le pays un débat dépassionné.

B) Implications et enjeux

1 - L'obligation de choisir judicieusement les termes employés

La complexité du problème nord irlandais dans son ensemble, son extrême sensibilité et l'importance du rôle joué par l'IRA placent les médias dans une situation particulièrement délicate quand il s'agit de parler de l'organisation terroriste. La polémique naît facilement. Elle se nourrit notamment de l'interprétation que chaque communauté donne aux mots utilisés. L'emploi par les journalistes d'un terme plutôt que d'un autre traduit aussi leur propre sensibilité et attise la haine.

Cette difficulté se pose déjà pour la dénomination du lieu. Quand les Anglais parlent de « l'Irlande du Nord », les républicains irlandais emploient l'expression « les Six comtés » pour bien affirmer leur refus de la partition. Pour leur part, les autres communautés préfèrent utiliser « nord de l'Irlande ». Pour le Times s'y déroule un « conflit », pour les tabloids une « guerre », pour la presse loyaliste du nord, une « rébellion » ou une « conspiration criminelle » et pour An Phoblacht, le quotidien de l'IRA, une « lutte de libération ». De même, les terroristes républicains sont qualifiés de « monstres criminels » par les uns, de « combattants de la liberté² » par les autres. Le 26 février 1978, Ulster TV

² Le terme est pour le moins paradoxal quand on sait que les « Ulster Freedom Fighters » sont une des organisations terroristes loyalistes les plus violentes.

annonce qu'un terroriste républicain, Paul Duffy, a été « assassiné » par les SAS. Une heure après, le journaliste rectifie en présentant ses excuses : Duffy a été « tué »...

Les exemples de ce type sont nombreux. Ils montrent la difficulté rencontrée par les médias pour évoquer un sujet aussi passionnel. Un mot mal choisi et la situation peut s'embraser. Parfaitement consciente de cet état de fait et de ses responsabilités vis-à-vis des citoyens, la BBC s'est, pour sa part, toujours efforcée de décrire les attentats et leurs effets le plus objectivement et factuellement possible, sans coller d'étiquette de terroristes à ceux qui les commettaient. Elle s'est toujours fixée pour seule mission de donner au public les éléments indispensables pour qu'il puisse se faire sa propre idée par lui-même³.

2 - De nombreuses dérives vers une désinformation dues le plus souvent à beaucoup de maladresse

On remarque chez certains quotidiens britanniques une propension à occulter tout ou partie des faits ou même à en donner une interprétation fort sujette à caution. Ceci peut aboutir à accuser à tort l'IRA ou à ne considérer qu'un aspect précis d'un événement et ainsi à en publier une version tronquée ou erronée.

Le 8 mai 1981, Christopher Thomas écrit dans le Times : « *Les catholiques ont enterré Robert Sands hier, tandis que les protestants pleurent leurs 2000 morts de douze années de terrorisme* ». Or, en novembre 1983, le New Ireland Forum publie des statistiques sur le coût de la violence en Irlande du nord. Il annonce 2304 morts entre le 1^{er} janvier 1969 et le 30 juin 1983, dont seulement 495 protestants. On reste ainsi loin des chiffres avancés par le Times. De plus, cet article sous entend que l'IRA est responsable de ces « 2000 morts » ; or, le New Ireland Forum n'en attribue que 1264 à la totalité des organisations paramilitaires républicaines.

Autre exemple : le 16 mai 1981, un boucher catholique de Belfast, John Patrick Martin, est retrouvé assassiné. Le 17, l'Observer titre : « *L'IRA tue un boucher catholique* ». Il aurait refusé de fermer sa boutique en signe de deuil après la mort des deux grévistes de la faim, Bobby Sands et Francis Hughes, contrevenant ainsi aux instructions de l'IRA. Or, le 25

³ WITTLE, Stephen, *Rapport au Conseil de l'Europe*, Strasbourg, 25 novembre 2002. (S. Wittle est un ancien contrôleur de la politique éditoriale de la BBC).

mai, l'Ulster Defence Association (UDA), groupe paramilitaire loyaliste, revendique le meurtre. La presse n'en fait pas état.

Enfin, il apparaît que la description des événements est parfois orientée afin de susciter dans l'opinion publique une réaction particulière, un sentiment de révolte, de colère, d'émotion ou d'indifférence. On remarque ainsi que les victimes catholiques des forces de sécurité ou des terroristes protestants sont souvent présentées par les médias comme des anonymes sans âge, sans profession ni personnalité, alors que les victimes de l'IRA reçoivent une véritable identité. Il est alors aisé pour celui qui reçoit l'information de s'identifier aux victimes. Le crime n'en est que plus proche, plus injuste et plus révoltant. « *En janvier 1972, des parachutistes britanniques ont tué treize civils sans arme lors d'un défilé d'une association de défense des droits civils à Londonderry. En représailles, l'IRA officielle (OIRA) a déposé une bombe dans le quartier général des parachutistes à Aldershot. L'explosion a tué cinq femmes travaillant au mess, un jardinier et un prêtre catholique.*⁴ »

Les exemples de ce genre sont fréquents. Mais il ne faut pas oublier qu'il existe des cas abondant dans l'autre sens. Ainsi, dans les années 1970, les médias ont souvent accusé à tort des organisations paramilitaires loyalistes d'avoir perpétré certains crimes et notamment d'avoir abattu plusieurs commerçants catholiques. Or, on apprit plus tard que l'IRA en était souvent responsable ; mais les autorités et les médias ignoraient tout à l'époque de cette offensive inédite lancée pour éliminer les « traîtres » et les « collaborateurs des forces d'occupation ».

Dans les faits, par leur engagement inconscient ou calculé mais aussi par l'influence qu'ils exercent sur l'opinion publique, les médias deviennent part au conflit. Il n'y a dès lors pas de raison de s'étonner qu'ils deviennent des objectifs à conquérir ou des cibles à contrôler.

⁴ BBC, *Tonight*, 15 février 1977.

3 - Les médias deviennent ainsi des objectifs à conquérir ou à contrôler.

Constamment sous pression, les médias se retrouvent à la croisée d'intérêts divergents qu'ils doivent satisfaire. Soit l'Anglais cherche à comprendre, soit il souhaite inconsciemment que les médias le confortent dans sa propre opinion. Le gouvernement, quant à lui, exige des médias qu'ils le soutiennent dans son combat.

Très souvent, les médias se trouvent dans le collimateur du pouvoir politique qui les accuse de sympathie envers l'IRA voire de collusion. Ce fut notamment le cas du Sunday Times, qui, le premier, révéla les mauvais traitements infligés à certains prisonniers républicains. De l'avis de la classe politique, l'intérêt supérieur de la nation impose que les médias soutiennent le gouvernement. Ils doivent ainsi devenir un instrument de combat et plus seulement un outil d'information. Car, selon les autorités, parler de l'IRA revient à faire sa publicité et prendre fait et cause pour elle. En fin de compte, les médias sont malgré eux des objectifs à conquérir pour un gouvernement qui cherche à « *priver les terroristes de l'oxygène de la publicité*⁵ » et à influencer l'opinion publique.

Cette polémique sur le rôle des médias s'est bien sûr renforcée dans les années 1970 et 1980. L'IRA renaît de ses cendres et développe des actions de plus en plus violentes, surfant sur le malaise d'une communauté catholique victime de fortes discriminations. Elle cherche ainsi à faire oublier ce slogan « IRA - I Ran Away » qui lui collait à la peau dans les années 1960 où son absence avait été très critiquée dans son propre camp.

Or, pour contrôler une situation de plus en plus explosive, le gouvernement a besoin de toutes les forces vives, y compris du soutien des médias. C'est ce que sous entend le ministre de la défense, Lord Carrington, qui déclare au Daily Telegraph le 24 juin 1971 qu'« *aucune armée ne peut conserver un moral élevé sans l'appui de la télévision et de la radio* ». Il poursuit plus loin et demande à la BBC de ne diffuser aucun reportage qui puisse susciter un comportement déplacé envers les troupes britanniques déployées en Irlande du nord. Dans le même esprit, Lord Aylestone, président de l'Independent Television Authority (ITA), déclare que tout reportage sur l'IRA « *apportait de l'eau au moulin de l'ennemi* ». Il poursuit, toujours dans le Bristol Evening Post du 7 janvier 1972 :

⁵ Intervention de Margaret Thatcher le 15 juillet 1985 devant l'American Bar Association.

« L'Angleterre est en guerre contre l'IRA en Ulster. Et l'IRA n'obtiendra pas plus de couverture médiatique que les Nazis n'en ont eue lors de la dernière guerre ».

Les attaques officielles contre les médias se multiplient et, au fur et à mesure des difficultés éprouvées par les autorités, se font plus dures. Des députés conservateurs accusent la BBC d'accorder trop d'importance aux allégations de brutalité voire de torture portées en Irlande du Nord contre l'armée. Ils estiment que ces accusations sont insuffisamment étayées, qu'elles fragilisent l'armée et donc confortent l'IRA. Dans le Times du 16 novembre 1971, certains d'entre eux estiment que le gouvernement est en train de perdre cette guerre de propagande. Ils ajoutent que si les médias ne s'auto-disciplinent pas, une censure patriotique devra être imposée.

Il semble que la censure, évoquée officiellement pour la première fois, apparaisse alors comme une panacée à une époque où l'activisme de l'IRA se réveille de manière spectaculaire. La censure n'est pas aussitôt instaurée, mais le gouvernement cherche à encadrer plus strictement l'exercice de la liberté de la presse.

4 – Le gouvernement resserre son étreinte sur les médias

Progressivement, dès le milieu des années 1970, le pouvoir politique va ainsi chercher à borner la liberté des médias, sans établir de censure à proprement parler, mais en mettant en place une véritable législation d'exception très contraignante.

Le 28 novembre 1974, le Prevention of Terrorism Act menace d'amende ou d'emprisonnement l'auteur d'un document radio ou télédiffusé, d'un article de presse ou de tout document rendu public susceptible de soutenir directement ou non les activités d'une organisation interdite.

En 1981, une loi prévoit qu'une juridiction peut exiger d'une personne qu'elle dévoile la source des informations figurant dans une publication dont elle est responsable. Il suffit pour cela que l'intérêt de la justice ou la sécurité nationale le nécessite, ou qu'il faille prévenir des désordres ou la commission d'infractions. La publication incriminée peut ainsi être interdite ou sa diffusion différée.

Une loi de 1984 oblige ensuite les journalistes de fournir à la police les éléments de preuve que celle-ci lui réclame.

Une loi de 1989 sur les secrets officiels définit quatre catégories d'informations strictement protégées que le gouvernement estime ne pas devoir être divulguées. L'une d'elles, relative aux activités des services de sécurité et de renseignement, concerne directement l'Irlande du Nord.

Enfin, la Prevention of Terrorism Act de 1989 punit d'une peine d'emprisonnement toute personne possédant des informations relatives à des terroristes ou à leurs agissements qu'elle sait pouvoir être utiles aux services de police.

Si ces lois n'empêchent pas strictement les journalistes de parler de l'IRA, elles obligent ceux-ci à coopérer et tendent à en faire des auxiliaires de la police et de la justice. Les journalistes perdent ainsi beaucoup de crédit. Pour préserver leur indépendance et leur crédibilité, beaucoup décideront d'enfreindre ces lois.

Par ailleurs, de nombreuses dérives ont été constatées, concernant notamment l'abus de cette législation d'exception aux fins d'intimider des journalistes rétifs⁶.

C) L'épineux problème de la censure

Outre le fait qu'elles marquent la période la plus violente du conflit, les années 1970 – 1980 sont celles de l'avènement de la télévision. Si celle-ci ne supprime pas encore la presse écrite, elle constitue progressivement un vecteur d'information essentiel, complet, et de plus en plus puissant et percutant. C'est donc surtout elle qui eut à subir les tentatives du pouvoir d'encadrer son activité.

C'est dans ce contexte que les gouvernements successifs vont se donner tous les moyens de lutter contre l'IRA, tout en cherchant à préserver au mieux les libertés individuelles. Cet équilibre fragile entre la défense des droits du citoyen et le devoir de protéger celui-ci fut toujours pour l'Etat particulièrement difficile à atteindre.

⁶ HUSSAIN, Abid, *Rapport au Conseil économique et social de l'ONU*, Genève, 11 février 2000.

1 - La censure divise chaque camp

11 - Les partisans de la censure

Ils se retrouvent principalement dans les milieux politiques, notamment conservateurs. Certains adoptent des positions très tranchées sur le sujet, n'hésitant pas à réclamer une « censure patriotique ». Le travailliste Roy Mason, ancien secrétaire d'Etat à l'Irlande du nord, exige même que tout ce qui touche de près ou de loin à l'IRA soit purement et simplement banni des médias. Les partisans de la censure estiment en effet qu'il faut « priver les terroristes de l'oxygène de la publicité ». Les raisons qu'ils avancent n'évoluent pas. Dans un article de l'Irish Times le 13 décembre 1977, un député conservateur influent, J. Biggs Davison déclare que « *l'accès à l'écran est le sang vital des terroristes* ». Cette opinion se nourrit de l'émoi provoqué par les deux interviews diffusées sur ITV du chef des opérations de l'IRA, David O'Connell, en janvier 1973 et novembre 1974. Le Daily Telegraph réagit en termes choisis, dénonçant l'affront fait aux parents et amis de ceux qui servent en Irlande. Ian Paisley, bouillant chef de file du Democratic Unionist Party (DUP), évoque pour sa part un outrage ressenti par tous. Le général King, commandant les troupes britanniques en Irlande du nord, relie directement l'issue du conflit à la couverture médiatique, affirmant que l'IRA serait morte depuis longtemps sans l'attention exagérée que les médias lui portent.

La pression exercée sur les médias se fait plus forte chaque jour. Le Daily Mail du 6 janvier 1977 rapporte à ce titre une anecdote instructive : Roy Mason aurait déclaré aux directeurs de la BBC rassemblés à l'hôtel Culloden de Belfast que l'IRA aurait bel et bien disparu si, en tant que secrétaire d'Etat, il avait eu les mains libres pour décider de la ligne éditoriale de la BBC...

Pour autant, beaucoup de partisans de la censure se montrent moins radicaux et plus réalistes quant aux mesures à appliquer. C'est notamment le cas du président de la fédération de la police d'Irlande du nord, Alan Wright, qui déclare dans l'Irish Times, le 4 juin 1980 : « *Il est temps pour les journalistes de réfléchir aux relations devant exister entre le droit de savoir du public et ce que le public a besoin de savoir* ». Ainsi, Wright ne réclame pas une censure globale et généralisée, mais il en appelle plutôt au sens des responsabilités des journalistes. Dans les faits, c'est d'ailleurs ce qui a longtemps prévalu, le pouvoir politique hésitant à trancher dans ce débat délicat.

Il est toutefois intéressant de noter que les médias eux-mêmes offrent une tribune à tous les courants, qu'ils soient favorables à la censure ou qu'ils lui soient opposés. En toute transparence, ils participent ainsi à instaurer un vrai débat public sur le sujet. Il s'agit-là aussi d'une manière habile de placer les autorités devant leurs responsabilités et devant leurs contradictions, car trop souvent les médias sont accusés de l'échec des politiques menées pour résoudre le conflit.

12 - Les adversaires de la censure

Ils se retrouvent pour la plupart dans les milieux du journalisme, bien sûr, mais aussi de manière plus surprenante dans les sphères politiques voire dans l'armée. Notons au passage l'exemple caricatural du lieutenant-colonel Mitchell, surnommé fort justement « Mad Mitch », qui voulait dissimuler des armes automatiques à l'intérieur des caméras pour se débarrasser des terroristes en quête de publicité.

Un article du Times du 18 novembre 1971 résume assez bien les différents arguments avancés par les opposants à la censure. Selon le Times, l'instauration d'une censure légale et officielle provoquerait le discrédit total et quasi instantané des médias, dans la mesure où l'opinion publique ne pourrait plus leur faire confiance. Au passage, la censure est la preuve d'une sorte d'impuissance du gouvernement, peu convaincu de la légitimité de son action, réduit par désespoir à des mesures infantilisant un peuple incapable de comprendre. D'ailleurs, certains patrons de presse avancent des arguments semblables. Charles Curran, directeur général de la BBC, déclare le 18 novembre 1976 qu'il est nécessaire de maintenir aux terroristes un accès contrôlé aux médias afin de permettre à l'opinion publique de se faire une idée valable sur le conflit. En l'espèce, de tels témoignages devraient être, selon lui, diffusés, à condition tout de même d'en limiter la fréquence. Richard Francis, autre patron de la BBC à la fin des années 1970, pousse plus loin l'analyse. Il estime qu'une censure délibérée et systématique à l'encontre de l'IRA pourrait inciter l'organisation terroriste à élever son niveau de violence jusqu'à ce qu'elle rencontre l'écho qu'elle recherche. Il s'agit donc, selon Francis, de définir le juste quota de présence de l'IRA dans les médias pour éviter cette escalade, permettre aux Britanniques de se forger leur propre opinion mais sans donner l'impression d'adhérer à la cause des terroristes. La solution

consiste ainsi à atteindre l'équilibre entre ce qu'Alan Wright appelle « le droit de savoir du public » et « ce qu'il a besoin de savoir ».

2 - Une mise en pratique de la censure très évolutive

21 – Au départ, une autocensure bienveillante et responsable suffit

Ce premier niveau de censure que les médias s'appliquent à eux-mêmes fut longtemps une règle suffisante et communément admise par tous les acteurs institutionnels. Officiellement défini dans le BBC News Guide de 1972, il porte le nom de « professional improvements » et dispose que tout reportage sur l'IRA doit obtenir l'autorisation préalable d'un des directeurs généraux de la BBC. Il n'est pas encore question de censure officielle, laquelle, n'aurait jamais pu, à cette époque, légitimement s'imposer. De toute façon, les dirigeants des grands médias se montrent responsables, selon les critères du gouvernement : en août 1971, par exemple, l'équipe de 24 Hours se voit interdire son projet de reportage sur l'IRA.

En parallèle, l'Independent Broadcasting Authority (IBA) veille, au cas où les patrons de presse, anciens journalistes eux-mêmes et donc peu enclins par nature à brider leurs collaborateurs, se montreraient trop libéraux. Nommés par le gouvernement, les membres de cette haute autorité attendront même juin 1979 pour éditer le Television Programme Guidelines qui statue que la diffusion de tout document relatif à une personne utilisant la violence à des fins politiques doit être soumise à l'autorisation de l'IBA, après accord du directeur de chaîne. Mais il ne s'agit-là que de la formalisation de ce qui se pratique déjà. En 1973, l'IBA Act stipule simplement que cet organisme a pour mission de s'assurer qu'aucune émission ne contient d'offense contre le bon goût ou la décence, ni n'est susceptible d'encourager le crime, de conduire au désordre, ou d'offenser les sentiments du public. En l'espèce, donc, rien de bien contraignant.

Jusqu'au milieu des années 1970, il est donc essentiellement fait appel au bon sens de chacun pour décider de ce qui peut être diffusé ou pas.

Devant l'éruption de la violence suite à la réactivation de l'IRA, les autorités politiques réagissent rapidement et mettent en place de nombreuses dispositions législatives d'exception que nous avons vues plus haut.

Dans la réalité, jusqu'en 1988, le pouvoir politique s'attache tout de même à privilégier le dialogue et la concertation à une application systématique et brutale de la réglementation. Le système dans son ensemble reste efficace car crédible et adapté à la situation : entre 1972 et 1983, on ne relève que deux interviews télévisées de membres de l'IRA⁷, dont aucune entre 1975 et 1983 : c'est la preuve que le système d'auto censure fonctionne.

22 – Avant l'instauration d'une censure radicale et officielle en 1988

1988 marque un point culminant dans un processus entamé au moment de la guerre des Malouines. A cette époque, Margaret Thatcher assimile en effet à de la trahison les efforts d'objectivité des médias assurant la couverture de ce conflit.

Le premier incident sérieux illustrant la dégradation des rapports entre le pouvoir politique et les médias a lieu en 1985, lorsque le conseil des gouverneurs de la BBC demande à visionner, avant sa diffusion, une émission présentant le témoignage d'un dirigeant du Sinn Féin (l'aile politique de l'IRA). Cette ferme sollicitation conduit à la première grève de journalistes qu'aient connue la BBC⁸.

1988, enfin, est une année particulièrement violente : l'affaire de Gibraltar, les funérailles sanglantes de trois membres de l'IRA abattus par les SAS, l'attentat de Ballygawley dans le comté de Tyrone dans lequel périssent huit soldats décident Margaret Thatcher à resserrer son étreinte sur les médias. Par conséquent, les rapports entre le pouvoir et les médias – notamment la BBC – se durcissent fortement :

En avril 1988, le ministre des affaires étrangères exerce des pressions sur la direction de la chaîne privée Thames TV pour qu'elle renonce à la diffusion d'un document relatant l'élimination, par des agents du SAS, de trois membres de l'IRA à Gibraltar. Thames TV passe outre et diffuse le programme "Death on the Rock" (Mort sur le Rocher) tout en

⁷ Il s'agit des deux interviews diffusées sur ITV du chef des opérations de l'IRA, David O'Connell, en janvier 1973 et novembre 1974 (voir page 11).

⁸ SERGEANT, J.C., « les médias britanniques dans l'état », *Le Monde diplomatique*, juillet 1991, p.8.

prenant l'initiative de constituer une commission d'enquête indépendante présidée par l'une des grandes figures du Parti conservateur, lord Windlesham, dont le rapport confirma le bien-fondé de la décision de la chaîne. La contre-offensive gouvernementale se matérialise sous une double forme, administrative et réglementaire. Les gouverneurs de la BBC, nommés par le pouvoir, acculent le directeur général Alasdair Milne, à la démission. Enfin, en octobre 1988, le ministre de l'intérieur prend une ordonnance interdisant le passage en direct à l'antenne de représentants de onze organisations irlandaises nommément citées comme terroristes ou soupçonnées de cautionner les actions des groupes terroristes⁹. Elle ne sera levée que pour la durée d'élections (en 1992 par exemple) avant d'être abrogée par John Major le 16 septembre 1994, soit deux semaines après ce qu'il est convenu de considérer aujourd'hui comme le premier cessez-le-feu crédible de l'IRA.

On estime à plus d'une centaine le nombre de programmes de télévision relatifs au conflit ainsi interdits entre 1969 et 1993¹⁰, sans compter l'utilisation par le gouvernement britannique du Northern Ireland Information Service pour déformer les faits au nom de la protection des vies humaines et des intérêts nationaux.

Au final, la gestion de l'information par les autorités politiques s'est adaptée à l'intensité de la violence de l'IRA mais aussi au niveau de soumission des médias. Cet épisode de la censure de 1988 apparaît avec le recul comme un épiphénomène qui ne s'inscrit pas dans l'évolution logique des rapports entre les médias et le pouvoir. Il y a là plutôt matière à considérer, dans l'instauration de cette censure, une réaction épidermique d'un gouvernement acculé, dépassé et ne sachant que faire pour en finir avec cette violence.

3 - Les conséquences de la censure

En premier lieu, la censure n'a pas eu d'effet sur l'activité de l'IRA, dont le déclin s'était déjà amorcé. Entre 1988 et 1994, on ne lui attribue qu'une douzaine d'attentats à Londres, par ailleurs peu spectaculaires, essentiellement perpétrés dans les gares et le métro. L'IRA n'a donc pas cherché à élever son niveau de violence pour contourner la censure, ce qui est

⁹ *Ibid.*

¹⁰ BAIRNER, A., "The Media", in AUGHEY, Arthur, *Northern Ireland Politics*, London ; Longman group limited, 1996, chap. 19.

somme toute logique quand on sait que l'IRA a toujours basé sa stratégie sur l'action et pas sur la communication.

Ensuite, il apparaît que la censure a affaibli la confiance de la population en des médias contraints d'embrasser la cause du pouvoir. En outre, la couverture restrictive découlant de cette censure a conduit à une moindre compréhension du conflit par l'opinion publique. Comment, en effet, peut-on évoquer le problème nord irlandais en occultant la moitié des forces en présence ? De même, que penser d'un gouvernement contraint d'en venir à de telles extrémités ?

Enfin, plusieurs facteurs ont permis le contournement de cette censure. L'IRA a tout d'abord développé une communication officieuse par l'intermédiaire du Sinn Féin ou de prête-noms, même si elle n'a guère eu d'écho qu'en Irlande du Nord. Il est rapidement devenu de notoriété publique que les articles et communiqués signés P. O'Neill véhiculaient les messages de l'organisation terroriste. Notons aussi que les britanniques ont retrouvé la possibilité de s'informer auprès de la RTE irlandaise avant même la fin de la période de censure, puisque le gouvernement irlandais a unilatéralement levé l'interdiction d'antenne au tout début de 1994.

Avec du recul, la censure mise en place entre 1988 et 1994 s'est révélée contre productive. Elle n'a en pas permis de progresser vers une résolution de ce conflit ni renforcé la position du gouvernement pas plus qu'elle n'a amoindri la notoriété de l'IRA. Chacun des protagonistes s'est affaibli. Les médias ont perdu de leur indépendance et de leur crédibilité ; les autorités politiques se sont ridiculisées par la mise en œuvre de mesures radicales et inappropriées.

Médias et pouvoir, qui n'ont pas du sujet la même approche, se livrent désormais un combat. Prise en otage entre eux deux, la population ne dispose plus des éléments nécessaires pour se forger une opinion objective.

Cette difficulté pour les médias et pour le gouvernement d'aborder sereinement le conflit, mais aussi de traiter de ou avec l'IRA tient essentiellement aux caractéristiques hors normes de cette organisation terroriste. Profondément ancrée dans un terreau historique et

dans une tradition dont toute une communauté se réclame, l'IRA a su se bâtir une légitimité fondée sur une forte popularité. Pétrie de contradictions, elle attise logiquement une curiosité piègeuse. Enfin, elle suit une stratégie de communication déroutante qui a longtemps empêché la résolution du conflit.

DEUXIÈME PARTIE

L'IRA : UNE ORGANISATION TERRORISTE A PART

A) L'IRA bénéficie historiquement d'une forte sympathie au sein de la communauté catholique

1 - L'IRA, seul défenseur des valeurs républicaines

Née en 1919 suite à l'écrasement des Pâques sanglantes de 1916, l'IRA est une des plus anciennes organisations terroristes au monde. Elle doit en partie cette longévité aux efforts qu'elle a toujours faits pour affirmer son enracinement populaire. L'IRA se réclame ouvertement de l'héritage laissé par les héros républicains qui ont perdu la vie pour avoir combattu l'occupant anglais, Wolfe Tone, Patrick Pearse ou Cathal Brugha, dont le souvenir est encore religieusement et respectueusement entretenu en Irlande. Elle prétend être la seule à symboliser cette continuité avec les héros républicains d'hier et à défendre les vraies valeurs de cette république proclamée en 1916.

Le culte des morts, première de ces valeurs, est encore très prégnant dans l'IRA des années 1970 – 1980, dont il irrigue toute la pensée. Diarmaid O'Donnchadha l'explique ainsi¹¹ : « *on nous accuse d'accorder plus d'attention aux paroles des héros morts qu'à celles de nos chefs vivants. Nous acceptons cette accusation comme un compliment [...]. C'est la seule façon de nous assurer que les vivants poursuivent les buts des morts* ». Ce culte des morts, enseigné aux jeunes recrues, était la première manifestation du patriotisme selon l'IRA. « *Le patriotisme est en grande partie un hommage rendu aux morts héroïques ; c'est aussi un effort en vue d'accomplir la tâche qu'ils ont laissée inachevée* »¹². Cette citation de Pearse fut d'ailleurs reprise dans un programme commémoratif de 1968. Chaque mois de juin, l'IRA se rassemble officiellement sur la tombe de Wolfe Tone à Bodenstown, à 55 kms au sud-ouest de Dublin, pour y annoncer dans ce cadre symbolique son programme à venir.

¹¹ COOGAN, T.P., *The IRA*, Londres ; Fontana, 1987, p.280.

¹² *Op. cit.*, p.295.

Bien entendu, ce culte des morts savamment entretenu par l'IRA dérive rapidement vers un sens du sacrifice et une glorification du martyr auxquels l'organisation donne toute la publicité nécessaire. Ces valeurs idéalistes, cet enthousiasme, cette générosité dans la lutte ont longtemps atténué aux yeux de bon nombre d'Irlandais le côté brutal de la violence perpétrée par les terroristes. Ils ont également convaincu certains d'entre eux de basculer dans le terrorisme.

2 – L'IRA a su habilement construire sa popularité

L'IRA a pour but ultime l'instauration de la république dans une Irlande réunifiée, sur la base des principes proclamés lors du soulèvement de Pâques 1916. Selon l'un des fondateurs de l'IRA, Joe Christle, cette république est le système politique « *qui garantit au mieux des droits et des chances identiques à chacun. La république devrait conduire le peuple par la raison et les ennemis du peuple par la force [...]. Les fondateurs de la république ont écrit que le peuple sera le maître [...]. La république, c'est un art de vivre et c'est la reconnaissance par tous de l'égalité réelle* »¹³. Un tel discours ne peut que toucher le cœur de ces millions de catholiques en butte alors à une discrimination qui les privait de logement, de travail, de représentation politique, de justice ou encore d'aides sociales. Reprise directe de la proclamation de 1916, l'idéologie ainsi affichée fait également fi de la fracture religieuse, puisque les deux communautés doivent cohabiter pacifiquement dans cette république idéale. Elle répond donc parfaitement aux aspirations d'un peuple asservi et étouffé.

Surtout, l'IRA, moribonde depuis 1956, a su se reconstruire sur le dos des mouvements de défense des droits civils nés en 1969. A cette époque, des manifestations pacifiques sont organisées en Irlande du Nord pour réclamer l'égalité des droits et la fin de cette discrimination légalement instituée dont la communauté catholique est la victime. Devant l'agitation croissante de la rue et la nervosité du gouvernement britannique dont la seule réponse consiste à envoyer la troupe en août 1969, l'IRA s'affirme rapidement comme la seule organisation capable de défendre la communauté catholique. Celle-ci est en effet victime d'exactions perpétrées par la police (la fameuse Royal Ulster Constabulary -RUC-)

¹³ *Op. cit.*, p.283.

et par des groupes paramilitaires protestants très virulents. L'armée, peu préparée à devoir mener des opérations de maintien de l'ordre dans un contexte aussi dégradé, s'avère incapable de la protéger et de rétablir le calme. Force d'interposition efficace, l'IRA organise dès 1970 dans Belfast des « no-go areas », véritables sanctuaires placés sous son seul contrôle et où les catholiques peuvent se réfugier. Elle met également en place un ingénieux système d'aides et d'œuvres sociales assez bien structuré, destiné à toutes les catégories et prenant en compte les besoins essentiels de la communauté. L'IRA gagne ainsi le cœur de tous les catholiques et peut entamer sa renaissance grâce une réelle légitimité populaire. Enfin, ces événements la font connaître sous un jour meilleur auprès des Irlandais émigrés aux Etats-Unis : très vite, les premiers fonds collectés par le NORAID viennent gonfler le budget de l'IRA.

B) Les contradictions de l'IRA attisent une curiosité naturelle

L'IRA n'est pas exactement cette organisation forte, structurée et monolithique que les manifestations de puissance qu'elle organise voudraient suggérer. Et c'est précisément grâce à ces contradictions qu'elle suscite la curiosité des médias et qu'elle complique incroyablement le rôle de ceux qui doivent traiter et composer avec elle.

1 - L'IRA est à la fois une organisation secrète et publique

La composition exacte du General Headquarters, le nom du quartermaster responsable de la logistique, les membres des neuf Active Service Units du Northern Army Command sont bien entendu tenus secrets. Les activistes eux-mêmes ne se connaissent généralement pas, conformément à une tradition de cloisonnement datant de l'Irish Republican Brotherhood (IRB), l'ancêtre de l'IRA. D'ailleurs, l'appartenance à l'IRA de Martin Mc Guinness et de Gerry Adams, actuels chefs de file du Sinn Féin, fait elle-même l'objet de supputations. Si beaucoup prétendent que ce dernier fut un membre influent de l'Army Council, voire Chief of Staff (chef d'état-major) de décembre 1977 à février 1978¹⁴, l'intéressé – tout comme Mc Guinness – l'a toujours nié, même encore aujourd'hui. Si les

¹⁴ L'adresse <http://www.answers.com/topic/list-of-ira-chiefs-of-staff> cite comme référence MOLONEY, Ed, *A Secret History of the IRA*, Harmondsworth ; Penguin, 2003.

raisons opérationnelles et de sûreté qui impliquent ce culte du secret sont évidentes, il n'en reste pas moins vrai que cette notion participe du mythe de l'organisation terroriste, et, qu'en tant que telle, entretient la crainte chez ses adversaires.

Mais l'IRA sait également entretenir un visage public. Sa structure est bien connue. Ensuite, par tradition, le Chief of Staff, considéré comme le numéro 1 de l'organisation, se montre en personne dans certaines grandes occasions notamment lors de la procession de Bodinstown, au cours de laquelle l'IRA dévoile son futur programme sur la tombe de Wolfe Tone. Sean Mac Stiofain qui occupe ce poste de 1969 à novembre 1972 en est l'exemple le plus frappant.

Il s'agit-là d'une volonté de l'organisation terroriste que de mélanger ces aspects occultes et publics, comme un moyen d'attirer la curiosité, d'intriguer et d'inquiéter aussi. Dès 1932, le Republican Information Bureau résume bien cette stratégie que l'IRA poursuivra toujours : « *L'IRA n'est pas et n'a jamais été une société secrète. Son existence, sa constitution et sa politique sont connues. Les activités ne sont gardées secrètes que pour la préserver d'une attaque. La politique de l'IRA est publiée et proclamée aussi ouvertement que les circonstances le permettent* »¹⁵.

2 – L'IRA est une organisation très structurée, qui a pourtant donné naissance à de multiples courants dissidents

Depuis son apparition, l'IRA a toujours cherché à épater les opinions publiques irlandaise et britannique pour recruter ou pour susciter la crainte. Elle offre ainsi le visage d'un groupe paramilitaire hiérarchisé et très organisé dans le but d'impressionner au-delà de ses capacités réelles. Ainsi, dès 1923, une véritable chaîne de commandement est créée, avec un exécutif suprême de seize membres, un comité élu de 25, un conseil de l'armée, un chef d'état-major et une convention générale. Cette organisation originelle sera par la suite amendée, tout en en conservant la trame. Elle professionnalise ses services de renseignement qui se montrent très efficaces, tant pour traiter des cibles potentielles d'attentats que pour déceler les intentions et des mouvements des troupes britanniques.

¹⁵ COOGAN, T.P., *The IRA*, Londres ; Fontana, 1987, p.292.

L'entraînement des volontaires se durcit et se militarise : dès juillet 1956, une école est installée dans les montagnes de Wicklow puis un camp ouvre ses portes à Kilmare. Les « classes » des jeunes recrues durent de six à douze semaines. Les combattants de l'IRA provisoire, les Provos, créent leur propre uniforme, chemise kaki et béret bleu, que l'on retrouve systématiquement tirer la salve d'honneur lors des funérailles de leurs camarades.

Pourtant, l'IRA n'a paradoxalement jamais pu empêcher la séparation de groupes dissidents : le 28 janvier 1970, scission de l'IRA en IRA Officielle (OIRA), préférant la négociation, et en IRA Provisoire (PIRA), prônant la poursuite de la lutte armée ; création de l'Irish National Liberation Army (INLA) par des dissidents de la PIRA en décembre 1974. Les récentes émergences de la Real IRA (RIRA) en 1998 ou de la Continuity IRA (CIRA) en 1994 sont autant de preuves que la forte hiérarchisation de l'organisation terroriste n'a jamais constitué un argument suffisant pour unifier le camp républicain.

3 - L'IRA est un surprenant mélange de professionnalisme abouti et d'amateurisme confondant

L'IRA des années 1970 à 1990 impressionne tout d'abord par sa capacité à obtenir des renseignements classifiés auprès de services britanniques pourtant réputés en matière de protection du secret. Début 1979, elle intercepte un rapport militaire top secret qui, entre autres choses, affirme que les atouts de l'IRA sont tels qu'elle ne pourra jamais être vaincue. Habilement publié dans *An Phoblacht*, le document fait sensation à la fois auprès des autorités britanniques que dans les rangs des républicains dont le moral remonte¹⁶.

L'organisation terroriste est également remarquable dans sa capacité à résister finalement assez bien aux tentatives d'infiltration des services britanniques. Dans les années 1970 et 1980, le MI5 tente d'infiltrer ses agents dans la communauté irlandaise de Londres, redevenue cible prioritaire de l'IRA¹⁷ avec un succès très relatif. Il est d'ailleurs symptomatique de constater que le principal témoin à charge du procès du dirigeant de la RIRA, Michael McKevitt, en 2001, fut un agent du FBI infiltré !

¹⁶ COOGAN, T.P., *The IRA*, Londres ; Fontana, 1987, p.472.

¹⁷ Entre mars 1973 et février 1977, l'IRA commet 179 attentats à Londres, contre 120 dans toute la Grande-Bretagne entre 1980 et 1993 (source : www.csis-scrcs.gc.ca/fr/publications/commentary/com40.asp).

On pourrait citer de nombreux autres éléments tendant à démontrer la professionnalisation de l'IRA des années 1970 – 1980 : durcissement des membres de ses Active Service Units grâce à l'apport de cadres aguerris par les luttes de 1969 – 1972, mise en place de structures de soutien efficaces mais également de cellules dormantes, diversification des cibles, des moyens employés, des lieux de stockage et d'approvisionnement en armement et des sources de financement...L'IRA des années 1990 est ainsi infiniment plus dangereuse, imprévisible et préparée que l'organisation exsangue et inexpérimentée de 1968.

Pourtant, l'IRA fait parfois preuve d'un amateurisme surprenant.

Les années 1970 – 1980 sont marquées par un très fort regain d'activité de l'IRA que la structure de l'organisation, alors en pleine reconstruction, peine à contrôler. Les attentats manqués se multiplient comme celui de Gibraltar où trois membres de l'IRA sont abattus par les SAS avant d'avoir pu passer à l'acte (1988). Des erreurs de cible sont commises : en mai 1990, des touristes australiens sont tués par méprise aux Pays-Bas car leur véhicule de location portait des plaques britanniques. Le 24 juillet 1990, Catherine Dunne, une religieuse qui accompagnait quatre soldats britanniques, est tuée « par erreur » près d'Omagh. Parfois, l'action et ses implications ne sont pas examinées dans leur ensemble. L'instinct commande, au détriment d'un projet politique ou d'une stratégie plus réfléchie et plus globale : le 20 mars 1972, une voiture explose dans Donegall Street à Belfast et tue par erreur six passants évacués par la police d'une rue voisine suite à une autre alerte à la bombe. Enfin, il arrive que le coup de téléphone passé par l'IRA trente minutes avant l'attentat pour éviter les pertes civiles ne permette pas d'évacuer à temps les lieux visés. C'est ce qui se produit, en février 1978, lorsqu'une bombe tue malencontreusement douze clients du restaurant La Mon à Belfast.

4 – Les actes de l'IRA contredisent son message et brouillent son image

Le message de l'IRA se teinte par tradition d'idéalisme, d'une forme de grandiloquence voire d'un certain lyrisme. Il s'accompagne ainsi d'un rituel très calculé qui ne laisse rien au hasard, comme en témoignent les discours déclaratoires de Bodenstown, le rite martial accompagnant les funérailles de militants, ou les proclamations officielles rédigées avec la plus extrême minutie. L'IRA y exprime constamment sa volonté d'appliquer les principes

égalitaristes et humanitaires de la république, définis par l'éphémère gouvernement provisoire de Thomas Clarke, James Connolly, Patrick Pearse et de leurs compagnons, aux Pâques 1916.

Encore fidèle à la doctrine marxiste et sociale de 1916, l'IRA des années 1970 – 1980 cherche à contrôler les besoins essentiels de la communauté catholique habitant les villes. Elle étend son emprise sur des clubs comme l'Andersonstown Cooperative Society de Belfast et sur l'Association d'athlétisme gaélique. Elle prend en charge la dispense de cours de langue irlandaise, le comité d'action pour le logement – beaucoup de catholiques sont sans abri – soutient les petits fermiers contre les grands propriétaires, apporte son soutien au mouvement de défense des droits civils (NICRA).

Pourtant, force est de constater que, dans les faits, l'IRA des années 1970 – 1980 s'est souvent éloignée de cet idéalisme par ses actions aveuglément meurtrières et par ses dérives maffieuses.

L'IRA de cette période est d'abord plus violente qu'elle n'a jamais été. Sa stratégie d'action évolue : ses actions se montrent plus meurtrières, et, nous le verrons plus loin, les moyens mis en œuvre et les cibles varient considérablement. Tout ceci contribue à créer une terreur permanente inconnue jusqu'alors. Le premier signe fort de ce revirement, considéré aussi comme le vrai symbole de la renaissance de l'organisation terroriste, est le Bloody Friday. Pour venger la mort de treize manifestants pacifiques tués par les parachutistes britanniques le 30 janvier 1972, l'IRA fait exploser 22 bombes en 45 minutes dans le centre de Belfast, le 21 juillet de cette même année, faisant 9 morts et environ 300 blessés. D'autres attentats particulièrement meurtriers sont également commis pendant ces années : à Hyde Park et Regent's Park, le 20 juillet 1982 (8 morts, 60 blessés), devant le magasin Harrods à Londres le 17 décembre 1983 (5 morts, 91 blessés), à Walmer (Kent), le 22 septembre 1989 (10 militaires sont tués), etc...

L'attitude de l'IRA vis-à-vis de la problématique des victimes civiles est également troublante et peu conforme à l'idéologie humaniste qu'elle veut afficher.

Elle considère généralement qu'il convient d'éviter ce genre de perte qui nuit à la cause et qui ternit l'image de l'organisation. C'est pourquoi elle prévient les services de police une trentaine de minutes avant chaque attentat. Pourtant, elle ne montre pas de regret lorsque des civils sont tués malgré cette précaution : pour elle, ce genre de chose est inévitable dans une guerre. Pire, de façon très cynique, elle en rejette même parfois la responsabilité

sur la police, coupable à ses yeux de n'avoir pas réagi à temps pour maximiser les pertes et discréditer ainsi l'IRA (attentat de Donegall Street, 20 mars 1972)¹⁸.

Enfin, l'IRA dérive progressivement vers une organisation criminelle de type maffieux, au fur et à mesure que ses besoins financiers augmentent : il faut bien suivre l'augmentation de l'activité. L'idéalisme républicain désintéressé est bien loin et l'argent du NORAID ne suffit plus. Les besoins annuels sont alors estimés à 60 millions de francs issus de l'extorsion de fonds et des chantages à la protection (13 millions), des bars privés et des machines à sous (10 millions), de la fraude fiscale (10 millions), de vidéos pirates et de la contrebande (10 millions), d'activités légales (10 millions), des taxis (6 millions), de contributions de l'étranger et autres sources d'approvisionnement (1 million).¹⁹

Ainsi, l'IRA, par ses contradictions profondes et ses spécificités si originales, attise naturellement une certaine curiosité des médias autant qu'elle trouble le jeu auprès des différents gouvernements. Ces derniers, qui ne peuvent pas la contourner, ne savent comment l'aborder et traiter avec elle.

Cet aspect, essentiel à une bonne compréhension du problème nord irlandais, se trouve renforcé par la stratégie déroutante suivie par l'IRA en matière de communication.

C) La stratégie médiatique de l'IRA est surtout déconcertante

Cette stratégie médiatique est globalement peu élaborée, construite essentiellement autour de l'exploitation de coups spectaculaires. Elle reste opportuniste et peu réfléchie.

1 - Une stratégie médiatique simpliste, orientée essentiellement vers la démonstration de puissance

En premier lieu, l'IRA cherche à impressionner par un étalage de puissance et par des rodomontades qui donnent une idée surfaite de ses capacités réelles.

¹⁸ COOGAN, T.P., *The IRA*, Londres ; Fontana, 1987, p.480.

¹⁹ Source : http://www.quid.fr/2003/4118_15.htm.

Cela se traduit bien entendu par des attentats meurtriers, nous l'avons vu, mais aussi par leur concentration dans des périodes réduites, ce qui augmente l'effet de panique et de terreur. Le Bloody Friday, octobre et novembre 1974 (28 morts et près de 200 blessés), octobre et novembre 1975 (quatre attentats majeurs à Londres), octobre et novembre 1981 (cinq attentats), février 1991 et le début de l'année 1993 en sont des illustrations parmi d'autres. L'IRA veut ainsi démontrer sa supériorité sur un gouvernement impuissant.

Le cérémonial militaire lors des funérailles de compagnons, les proclamations, le port de l'uniforme procèdent également de cette volonté d'impressionner.

Surtout, la stratégie de l'IRA va progressivement évoluer, tant pour ce qui concerne les lieux visés, les cibles poursuivies que les moyens utilisés pour les atteindre, au fur et à mesure de la montée en puissance de l'organisation terroriste.

L'IRA élargit progressivement son champ d'action. Elle passe rapidement du contrôle des quartiers catholiques des villes d'Irlande du Nord (les « no-go areas » de 1970), aux attentats dirigés contre les forces d'occupation et la police, avant de s'en prendre aux grands patrons anglais puis aux très hautes personnalités (assassinat de Lord Mountbatten en août 1979 ou du député Airy Neave la même année, tentative contre Margaret Thatcher à Brighton le 12 octobre 1984, ou contre John Major en février 1991). Tous les lieux sont concernés, car l'IRA traque ses cibles : casernes militaires, réservoirs de combustible, infrastructures de transport (gares et stations de métro), grands magasins, établissements publics, pubs et restaurants. Elle frappe d'abord en Irlande du Nord au début des années 1970 puis en Angleterre, avant de prendre pour cibles les soldats britanniques déployés en Europe, surtout à partir de 1979/1980 : attentat de Bruxelles le 28 septembre 1979, tentative à Gibraltar en 1988, assassinat à Dortmund du major Michael Dillon-Lee le 2 juin 1990 par un commando de trois hommes. Au total, l'IRA commet 53 actes de terrorisme à l'étranger entre 1970 et 1990, même à Washington et à Kinshasa²⁰. Elle noue des liens avec des états (Libye) et d'autres organisations terroristes (Fraction Armée Rouge, ARB). Les moyens utilisés évoluent aussi considérablement : elle passe du colis piégé à l'emploi de tireurs isolés dès le début des années 1970, prend en otage la famille de chauffeurs de taxi pour les contraindre à poser des bombes devant des postes de police, avant d'utiliser largement la voiture piégée, puis, plus tard, les mortiers et les mines. Le 18 septembre 1990, à Milford, un commando de l'IRA attaque la résidence de Sir Peter Terr, ancien

²⁰ Source : <http://www.csis-scrs.gc.ca/fr/publications/commentary/com40.asp>.

gouverneur de l'île de Gibraltar. Celui-ci, ainsi que son épouse, sont blessés : l'imagination de l'IRA est sans limite. Elle apporte ainsi la preuve qu'elle frappe où elle veut, qui et quand elle veut et de la manière qu'elle veut.

Cette stratégie de communication basée sur une fuite en avant destructrice, vers davantage de violence et de spectaculaire, en tout lieu et avec tout moyen, est toujours restée celle de l'organisation terroriste. Elle se double souvent, au moment des élections, d'une série d'attentats destinée à placer le problème irlandais au cœur de la campagne et des médias (1979, 1992). Il faut avouer que ces derniers y font largement écho : le Daily Mirror du 28 août 1979 consacre huit pleines pages à Lord Mountbatten, mais ne mentionne qu'à la dernière et sur quelques lignes l'attentat de Warrenpoint où 14 soldats périrent.

2 - Des relations complexes avec le monde des médias

21 – Avec les journalistes

Les relations qu'entretient l'IRA avec les journalistes sont très ambivalentes, fluctuantes et difficiles à définir. Elles ne sont qu'une preuve supplémentaire que l'IRA ne suit pas de plan médiatique construit.

Liz Curtis prétend pour sa part que l'IRA n'a jamais tué de journaliste²¹. Si cette affirmation est difficile à vérifier, elle reste globalement crédible pour qui connaît bien le fonctionnement de l'organisation. De l'avis même des principaux intéressés, l'IRA cherche à ne pas s'aliéner les journalistes avec l'espoir, en retour, d'un article favorable. Anne Mc Hardy, du Guardian, évoque même l'hospitalité avec laquelle elle aurait été traitée.

Dans les faits, les médias peuvent aussi à l'occasion constituer une cible opérationnelle, non en raison de ce qu'ils sont, mais pour ce qu'ils peuvent représenter dans l'instant. Il s'agit alors d'une situation purement ponctuelle. Ainsi, le 17 juillet 1971, l'usine ultra moderne du Daily Mirror à Dunmurry est plastiquée, car ce quotidien est considéré comme le journal des soldats britanniques. Curieusement, un éditorial de ce même Daily Mirror

²¹ CURTIS, L., *Ireland, the Propaganda War*, Londres ; Pluto Press, 1984, p.271.

appellera, en août 1978, à un retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord²². En déduire qu'il y a là, sept ans après, une relation de cause à effet, serait sans doute un peu exagéré.

Cette relative bienveillance à l'égard des journalistes ne doit pas masquer les manipulations orchestrées à leur rencontre par l'IRA.

Danny Morrison, qui fut notamment directeur du Republican Press Centre de Belfast jusqu'en 1990, révéla la manière dont il gérait la communication des républicains. « *Nous voulions tout contrôler. Si des journalistes voulaient accéder à l'IRA, ils devaient passer par nous. Cette relation était ambiguë pour eux. Si nous leur donnions des informations exclusives, nous pouvions ensuite leur dire : nous avons quelque chose d'important à sortir demain, alors ne nous laissez pas tomber. Notre communiqué recevait alors toute la publicité voulue.* »²³ Les journalistes jugés hostiles ne pouvaient pas entrer en contact avec l'IRA. Ceux qui étaient considérés comme favorables bénéficiaient d'exclusivités, notamment d'interviews de dirigeants de l'IRA. Le filtre était géré par le Sinn Féin.

22 – Une presse républicaine influente comme porte-voix

En Irlande du Nord, chaque communauté vit sur elle-même. Tout y est politiquement très marqué et profondément identifié à un groupe politique ou identitaire. Les médias n'échappent pas à cette règle.

Très tôt, l'IRA s'est dotée d'un organe de presse officiel, An Phoblacht (la république, en irlandais), créé en juin 1925 par Maurice Twomey. Avec les remous du début des années 1970, de nombreux changements modifient le paysage médiatique. En juin 1970 naît Republican News, tandis qu'An Phoblacht devient l'organe de presse de la nouvelle IRA Provisoire. L'IRA Officielle s'exprime pour sa part dans l'United Irishman. An Phoblacht reste le plus lu et le plus influent, tandis que Republican News, auto proclamé « la voix de l'Ulster » demeure plus confidentiel et s'oriente vers une formule hebdomadaire. En 1974,

²² COOGAN, T.P., *The IRA*, Londres ; Fontana, 1987, p.471.

²³ Source : www.cronaca.com/archives/week_2003_08_24.html, citant un article du Sunday Times du 30 août 2003, *How the IRA coopted the Media*.

le Republican Press Centre est créé pour coordonner l'information républicaine. Il favorise ainsi la fusion d'An Phoblacht et de Republican News, en janvier 1979.

An Phoblacht / Republican News (APRN) devient donc l'organe de presse officiel de la communauté catholique et républicaine d'Irlande du Nord et du Sinn Féin. En tant que tel, il est également le vecteur par lequel les messages de l'IRA sont rendus publics, le plus souvent sous la mystérieuse signature « P. O'Neill ». APRN est également le canal par lequel l'IRA explique sa politique. En 1980, un article fournit les éclaircissements relatifs aux actions menées à l'étranger et surtout en Allemagne : *« Entre chaque affectation, ils [les militaires] sont tous envoyés en Grande-Bretagne ou à l'étranger, pour se reposer du «sale travail» qu'ils font ici ; ils pensent pouvoir oublier l'Irlande jusqu'à leur prochaine affectation, mais nous comptons bien la leur rappeler de manière à ce qu'elle devienne une hantise et qu'ils cherchent à ne plus jamais y retourner. Les attentats commis à l'étranger présentent également un caractère prestigieux et sensibilisent la communauté internationale à notre guerre. L'Irlande fait encore les gros titres des journaux du monde entier. »*²⁴ Il s'agit bien de justifier une nouvelle stratégie auprès de la communauté dans l'optique de ne pas perdre son soutien.

Les tendances lourdes et les principes permanents de la politique de l'IRA sont régulièrement martelés par ses chefs pour que chacun les garde bien en mémoire. *« Nous savons que les élections, même si importantes, n'amèneront jamais les Britanniques à quitter le territoire. Si le Sinn Féin gagnait chaque élection à laquelle il participait, il n'y aurait toujours pas d'accord pour un départ des Britanniques [...]. Nous connaissons la valeur et les limites des succès électoraux. Nous savons que seule la lutte armée révolutionnaire disciplinée de l'IRA mettra fin à la domination britannique. »*²⁵ *« Cette guerre ira jusqu'à la fin. Il n'y aura pas de pause. Lorsque nous déposerons les armes, l'Angleterre sera hors d'Irlande et la démocratie irlandaise sera établie dans les 32 comtés avec un gouvernement national. »*²⁶ *« La lutte armée est nécessaire et moralement une forme correcte de résistance dans les 6 comtés, contre un gouvernement dont la présence est rejetée par la vaste majorité du peuple irlandais [...]. Il y a ceux qui nous disent que le gouvernement britannique ne sera pas mis dehors par la lutte armée. Comme*

²⁴ Source : www.csis-scrs.gc.ca/fr/publications/commentary/com40.asp.

²⁵ McGUINNESS, Martin, « We will never be Slaves again », *An Phoblacht Republican News*, 28 juin 1984.

²⁶ McGUINNESS, Martin, *An Phoblacht Republican News*, 5 janvier 1984.

il a déjà été dit, l'histoire de l'Irlande et de l'implication coloniale britannique dans le monde nous montre qu'il ne sera pas mis dehors par quoi que ce soit d'autre. »²⁷

Dans la réalité, la presse écrite est le seul véritable support de la communication de l'IRA. APRN sert ainsi à galvaniser l'opinion publique d'Irlande du Nord et notamment la communauté catholique d'où l'organisation terroriste tire sa force. Rappelons-nous enfin qu'APRN est aussi un excellent moyen d'exploiter ses victoires (voir p.21 de ce mémoire).

3 – La grève de la faim comme arme de propagande

31 – Un mode d'action percutant et traditionnel

La grève de la faim comme mode d'action pour les républicains ne date pas de 1981. Dès 1920, l'IRA l'utilisait comme un moyen de pression particulièrement percutant sur le gouvernement, mais aussi pour s'attirer les faveurs de nouveaux sympathisants. Il s'agit-là de l'arme de l'opprimé et du désespéré par excellence. Surtout, la tradition révolutionnaire républicaine veut que l'indépendance de l'Irlande en 1921 ait été gagnée grâce au sacrifice de héros comme Terence McSwiney et Thomas Ashe, morts de faim en prison. Généralement un certain succès couronne ce genre d'action, dans lequel même les plus illustres figures se lancent (Joe Cahill, Sean Mac Stioffain en 1972, les frères O'Bradaigh...). L'objectif de la grève consiste généralement à être transféré en Irlande pour y purger sa peine (Dolores et Marian Price, en 1973), à obtenir de meilleures conditions de détention ou une libération anticipée. Elle s'accompagne parfois d'une grève de l'hygiène ou des vêtements. Un terroriste mort de faim en prison vaut la meilleure des publicités du monde. Mais l'IRA ruine souvent ce crédit par l'acharnement sanglant qu'elle met à venger ses camarades.

Dès 1971, l'Angleterre multiplie les internements sans procès des sympathisants de l'IRA, entraînant ces derniers dans des grèves de la faim, notamment dans les fameux H-Blocks de la prison de Long Kesh. Les détenus républicains, en butte à des traitements dégradants qui, par la suite, vaudront à l'Angleterre d'être mise à l'index par la communauté internationale, réclament le statut de prisonnier politique (le « Special Category Status »).

²⁷ ADAMS, Gerry, « Presidential Address », *An Phoblacht Republican News*, 17 novembre 1983.

32 – L'épisode tragique de 1981

Cette grève de la faim mondialement médiatisée amène le problème irlandais sur la scène internationale autant qu'elle révèle la fermeté et l'intransigeance de Margaret Thatcher. Concernant l'IRA, elle démontre que l'organisation terroriste, loin de disposer d'une stratégie médiatique élaborée, réagit essentiellement avec instinct et opportunisme. Ce qui ne veut pas dire que l'IRA ne sut pas habilement tirer les marrons du feu et exploiter l'émoi populaire...

La première étape débute en octobre 1980. Les prisonniers réclament l'autorisation de porter leurs propres vêtements, une remise de peine de moitié et le droit de se réunir entre eux, en prison. Les familles des grévistes forment des comités de soutien actifs et bruyants, attirant ainsi rapidement l'attention de l'opinion publique sur cette situation. Les négociations avec les autorités tombent dans l'impasse. Le 2 janvier 1981, le Republican Press Centre publie un communiqué signé du chef de file des grévistes, un certain Robert Sands, qui annonce que le mouvement ira jusqu'au bout. La grève débute réellement le 30 janvier et rallie dix détenus. Le 9 avril, véritable héros populaire et symbole de l'oppression britannique, Sands est élu député du Fermanagh – South Tyrone. Le 5 mai, Sands meurt en prison, suivi peu de temps après par ses neuf compagnons.

Ce qui frappe dans cette histoire, c'est l'ampleur inédite donnée par les médias étrangers à des événements somme toute banals.

En fait, même l'élection de Sands au parlement britannique passe presque inaperçue. Ce n'est véritablement qu'à l'approche de sa mort que les médias s'intéressent à la grève, et, au-delà, au problème irlandais. Les médias d'une petite trentaine de pays dépêchent alors sur place des correspondants. 700 d'entre eux couvrent les funérailles de Sands sous les yeux de 100 000 personnes. Le parlement indien observe une minute de silence en son honneur. Via cette couverture médiatique exceptionnelle, le problème irlandais et le combat républicain pénètrent pour la première fois dans tous les foyers de la planète. Le monde ressent alors comme une supplique lancée par des victimes à leurs bourreaux et comme un appel à l'aide adressé à la communauté internationale. Quasi unanimes, les médias étrangers condamnent l'intransigeance de Margaret Thatcher et provoquent un énorme élan de sympathie et de solidarité envers les républicains. Le terroriste Bobby Sands s'efface : il devient le symbole d'un combat juste contre une forme de

néocolonialisme détestable. Il incarne à merveille la volonté de tout un peuple de se libérer du joug de l'occupant. Or, ce que les médias oublient tous, c'est que le gouvernement britannique a fini par céder sur toutes les revendications des prisonniers grévistes.

Les médias britanniques, pour leur part, réagissent différemment de leurs confrères étrangers.

Ils se montrent beaucoup plus objectifs et raisonnables, même si les tabloids n'échappent pas à quelques excès. Ils s'attachent à ne considérer que les faits, en dehors de tout sentimentalisme. Le Daily Star du 29 avril estime que Sands manipule son monde dans un exercice de propagande cynique. Le Daily Express décrit Sands comme la 2095^{ème} victime de l'IRA. Pour la plupart des quotidiens, cette mort est avant tout un suicide. Par ailleurs, de nombreux hommes politiques regrettent que les journalistes parlent plus des grévistes que de leurs victimes. Le 21 mai, dans le Guardian, Margaret Thatcher rappelle que les vraies victimes sont celles des terroristes républicains, et non pas les républicains eux-mêmes, qu'ils fassent la grève de la faim ou pas.

Ce que l'on remarque lorsqu'on déroule le fil de ces événements, c'est que l'IRA n'apparaît presque pas ! L'organisation est restée longtemps en retrait et en arrière plan. Elle s'est en revanche beaucoup investie en coulisses : animation des comités de soutien, entretien du mécontentement populaire dans les clubs, création de « Republican Publications », une entreprise de vente de cassettes vidéos, posters et badges commémoratifs... La presse mentionna rarement l'appartenance de Sands à l'IRA, ce qui lui permit sans nul doute de rester aussi populaire, débarrassé ainsi de l'encombrante étiquette de terroriste. Même si elle fut totalement dépassée par l'ampleur d'événements qu'elle ne pouvait aucunement contrôler, l'IRA eut au moins l'intelligence de laisser faire puisque les médias déformaient d'eux mêmes la réalité à son propre bénéfice. L'IRA n'était plus uniquement une organisation terroriste. Elle incarnait elle aussi les aspirations légitimes d'un peuple qui combattait pour sa liberté. La surdité et l'intransigeance du gouvernement britannique justifiaient pratiquement le recours au terrorisme.

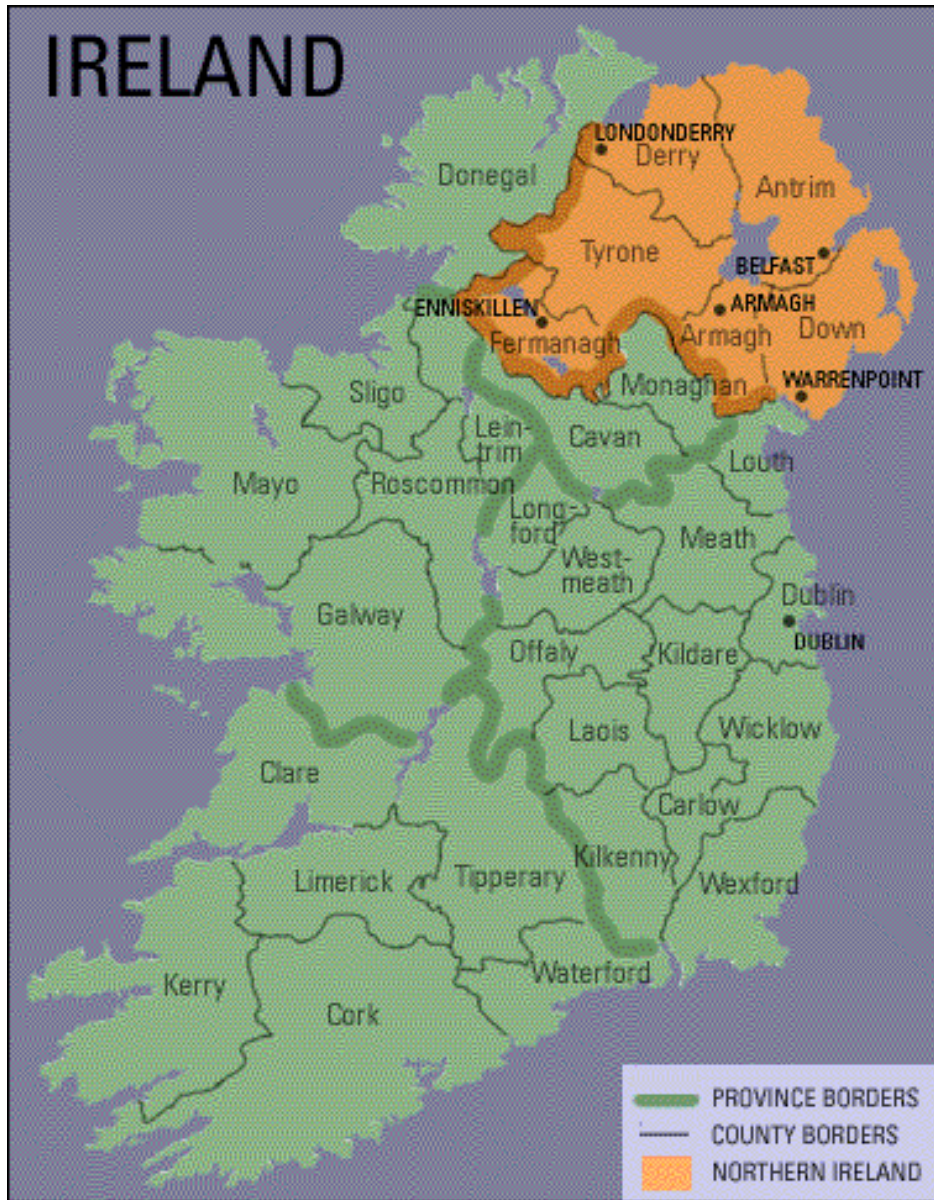
CONCLUSION

Une lutte aussi féroce que celle que se sont livrés les Anglais et les républicains d'Irlande pendant près de quatre-vingt dix ans se gagne avant tout grâce au soutien de l'opinion publique. Conquérir les médias devient donc un impératif dans une démocratie.

Avec le recul, maintenant qu'une solution politique semble devoir triompher, force est de constater que ni les gouvernements successifs ni le camp républicain n'ont réussi malgré leurs efforts à gagner ce consensus. De ces années de conflit, les médias sortent affaiblis et en partie discrédités. Si le gouvernement de Tony Blair peut se vanter d'être en passe de régler le problème irlandais, il semble qu'il ne doive cette victoire à la Pyrrhus qu'à la lassitude des peuples et à d'autres facteurs peu glorieux (pression des Américains notamment). Quant à l'IRA, défaite sur le terrain militaire, elle sera sans doute jugée par l'Histoire comme une des rares organisations terroristes ayant atteint son but, dans la mesure où la réunification de l'Irlande et le départ des Britanniques semblent inéluctables. Quelle ironie ! Il se trouve que c'est le protagoniste qui a le moins calculé sa stratégie médiatique de conquête des opinions publiques qui d'une certaine manière a amené les peuples à soutenir indirectement sa propre solution et à la faire triompher...

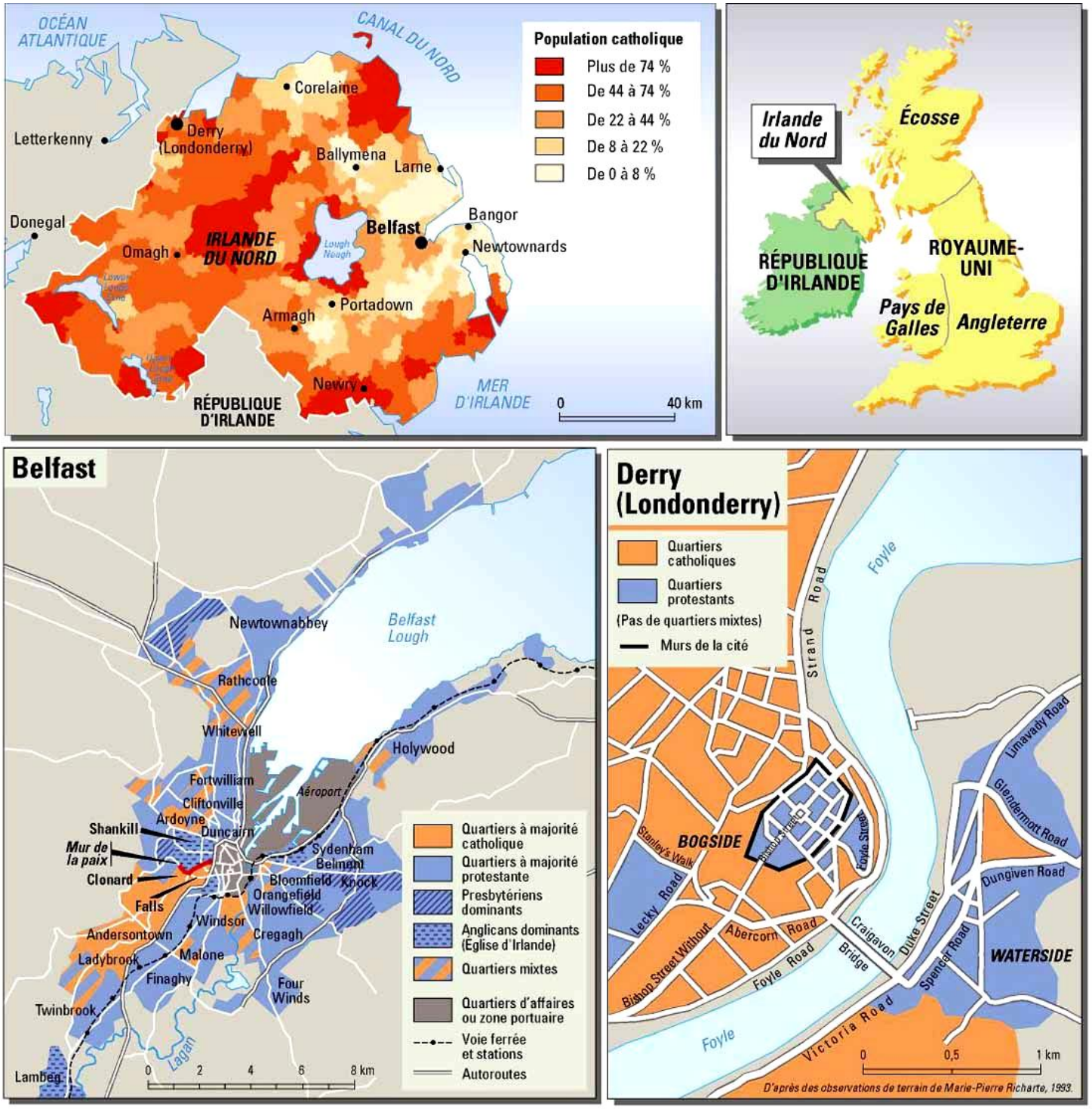
ANNEXE 1

L'IRLANDE



ANNEXE 2

L'IRLANDE DIVISÉE



Source : MARIN, Cécile ; <http://fr.mondediplo.com/cartes/irlandemdv1997> , janvier 1997.

ANNEXE 3

CHRONOLOGIE

1169

Invasion de l'Irlande par Henri II d'Angleterre.

1845

Début de la « Grande Famine » (jusqu'en 1847).

1858

Fondation de l'Irish Republican Brotherhood (IRB).

1882

Assassinat du vice-roi d'Irlande par des nationalistes.

1896

Fondation du parti socialiste irlandais par James Connolly.

1905

Fondation du Sinn Féin par Arthur Griffith.

1907

Grève des dockers et émeutes à Belfast.

1912

Adoption du Home Rule par la chambre des communes.

1913

Janvier : création de l'Ulster Volunteer Force (Unioniste).

19 novembre : fondation de l'Irish Citizen Army (ICA).

25 novembre : fondation de Irish Volunteer Force (IVF).

1916

24 avril : insurrection de Pâques à Dublin, proclamation de la République et création d'un gouvernement provisoire (Bloody Easter).

29 avril : Pearse, chef du gouvernement provisoire signe une reddition sans condition.

Mai : exécution de Patrick Pearse et de James Connolly.

1919

21 janvier : déclaration d'indépendance irlandaise et adoption d'une constitution.

Début de la campagne militaire de l'IVF contre les Anglais. Début de la guerre d'indépendance et naissance de l'IRA.

1920

10 mai : 180 détenus irlandais entament une grève de la faim.

Novembre : création des "B" Specials chargés de la lutte contre l'IRA.

20 novembre : exécution de 14 membres des services secrets britanniques à Dublin par

l'IRA.

21 novembre : l'armée britannique tire sur la foule dans le stade de Crow-Park à Dublin (12†).

Décembre : l'IRA attaque un convoi anglais à Cork (17†).

23 décembre : le roi signe le "Government of Ireland Act" accordant l'autonomie.

1921

6 décembre : Traité de Londres (partition de l'Irlande). Les six comtés du nord restent intégrés au Royaume-Uni.

1922

Création de la république d'Irlande.

22 juin : l'IRA refuse la partition de l'île. Début de la guerre civile (jusqu'en mai 1923).

1937

28 juillet : attentat de l'IRA contre Georges VI en Ulster.

1939

Attentats à la bombe de l'IRA en Grande-Bretagne.

1940

Mort de grévistes de la faim de l'IRA en Irlande.

1966

Réactivation de l'UVF.

1967

Création de la Northern Ireland Civil Rights Association (NICRA).

1969

Avril : O'Neill, premier ministre d'Ulster demande l'intervention de l'armée britannique.

12 août : la république d'Irlande demande l'intervention de casques bleus en Irlande du Nord.

Août : l'armée britannique est envoyée pour rétablir l'ordre en Irlande du Nord.

1970

28 janvier : scission de l'IRA en IRA Provisoire (PIRA) et en IRA Officielle (OIRA).

1971

Août : internement administratif de sympathisants nationalistes en Irlande du Nord (sans procès).

Création du Democratic Unionist Party (Loyaliste - DUP).

Septembre : création de l'Ulster Defence Association (Loyaliste - UDA).

1972

30 janvier "Bloody Sunday" : l'armée britannique tire sur la foule à Derry (13†). La RUC incendie et pille les maisons des catholiques.

21 juillet : représailles de l'IRA (« Bloody Friday »).
24 mars : introduction du Direct Rule (administration directe) et suppression du Parlement nord-irlandais.

1973

Accord de Sunningdale sur la nomination d'un exécutif multiconfessionnel en Irlande du Nord (tentative de « Power sharing »).

1974

15 mai : grève de Ulster Workers' Council (UWC - protestant) en Irlande du Nord.
28 mai : chute du gouvernement d'Irlande du Nord.

1976

"Blanket Protest" : les prisonniers membres de l'IRA refusent de porter l'uniforme carcéral anglais.

1979

27 août : assassinat de Lord Mountbatten dans le comté de Sligo par l'IRA.

1981

Grève de la faim des prisonniers républicains (10†), pour notamment obtenir le statut de prisonnier politique.

1982

20 juillet : attentat de l'IRA à Hyde Park (10†).

1984

12 octobre : attentat de l'IRA contre l'hôtel abritant la convention du parti conservateur à Brighton (5†) .

1994

31 août : cessez-le-feu de l'IRA Provisoire.
13 octobre : cessez-le-feu Loyaliste.

1996

Fin du cessez-le-feu de l'IRA.
9 février : attentat de L'IRA à Canary Wharf (Londres).

1997

Juillet : cessez-le-feu de l'IRA Provisoire.
28 décembre : vague de meurtres intercommunautaires.

1998

10 avril : signature de l'accord de paix, surnommé par la suite «Accords du vendredi Saint».
22 mai : référendum sur les accords de paix. Les électeurs votent «oui» à 94,4% en République d'Irlande et à 71,1% en Irlande du Nord.
25 juin : élection des 108 représentants à l'Assemblée d'Irlande du Nord. Les partis catholiques et protestants favorables à la paix remportent la majorité des sièges.
Juillet : l'interdiction faite à la confrérie orangiste (protestante) de défiler, pour

commémorer des victoires de troupes protestantes sur les catholiques, dans un quartier catholique de Portadown entraîne une explosion de violence.

15 août : un attentat revendiqué par des dissidents de l'IRA (Real IRA) fait 28 morts à Omagh (Ulster).

1999

9 novembre : l'IRA s'engage à collaborer avec la commission sur le désarmement dirigée par le Canadien John de Chastelain.

29 novembre : inaugurant la mise en place des institutions semi-autonomes, un gouvernement de 10 ministres est formé, comprenant cinq nationalistes et cinq unionistes.

2 décembre : l'Assemblée nord-irlandaise est investie de pouvoirs autonomes, ce qui met fin à 27 ans d'administration directe de Londres sur la province.

2000

9 mai : l'armée britannique annonce la fermeture de 6 sites militaires en Irlande du Nord. Son objectif est de ramener à 8000 le nombre de soldats présents sur place (contre 14 000 en 2000 et 30 000 au plus fort des troubles).

2001

22 octobre : le Sinn Féin demande officiellement à l'IRA de commencer son désarmement. Le lendemain, l'IRA obtempère.

4 novembre : la nouvelle police d'Ulster, le Service de police d'Irlande du Nord (PSNI), remplace la très controversée Royal Ulster Constabulary (RUC).

2002

16 juillet : l'IRA présente ses excuses pour les victimes «non-combattantes» de ses attentats.

2003

26 novembre : les extrêmes des deux côtés arrivent en tête aux élections à l'Assemblée nord-irlandaise de Stormont : les Démocrates unionistes (DUP) de Ian Paisley remportent le scrutin, tandis que le Sinn Féin devient le premier parti catholique d'Irlande du Nord.

2004

20 décembre : plus de 26 millions de livres (environ 38 millions d'euros) sont dérobés à la Northern Bank à Belfast, un hold-up attribué à l'IRA par Londres et Dublin.

2005

28 juillet : l'IRA annonce la fin de la lutte armée et son intention de poursuivre son objectif de réunification de l'Irlande par des voies démocratiques.

26 septembre : le général John de Chastelain annonce que le désarmement de l'IRA est

achevé.

8 décembre : trois hommes du Sinn Fein accusés d'espionnage à l'Assemblée de Stormont en octobre 2002 sont innocentés des charges pesant contre eux. Cette affaire avait entraîné la chute du gouvernement autonome.

2006

6 avril : les premiers ministres britannique et irlandais annoncent un plan pour relancer le processus de paix.

4 octobre : l'IRA est «désormais fermement engagée dans une stratégie politique, rejetant le terrorisme et les autres formes de crime», indique un rapport de la commission indépendante de surveillance.

11 octobre : reprise des négociations entre loyalistes et républicains à Saint Andrews (Ecosse), pour tenter de relancer les institutions provinciales bloquées depuis 4 ans.

24 novembre : 1^{ère} échéance fixée par Londres au Sinn Féin de Gerry Adams et au DUP de Ian Paisley. Ils doivent trouver un accord pour gouverner ensemble, faute de quoi le Direct Rule sera rétabli.

2007

Le Sinn Féin reconnaît la légitimité de la PSNI. Il s'agit du dernier obstacle à un partage du pouvoir, selon Paisley.

30 janvier : dissolution de l'assemblée d'Irlande du nord. Les nouvelles élections sont prévues en mars 2007.

26 mars : nouvelle date butoir fixée par Londres.

ANNEXE 4

**PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE PAR LE GOUVERNEMENT
PROVISOIRE
(PÂQUES 1916)**

POBLACHT NA H EIREANN

**THE PROVISIONAL GOVERNMENT
OF THE
IRISH REPUBLIC
TO THE PEOPLE OF IRELAND**

IRISHMEN AND IRISHWOMEN: In the name of God and of the dead generations from which she receives her old tradition of nationhood, Ireland, through us, summons her children to her flag and strikes for her freedom.

Having organised and trained her manhood through her secret revolutionary organisation, the Irish Republican Brotherhood, and through her open military organisations, the Irish Volunteers and the Irish Citizen Army, having patiently perfected her discipline, having resolutely waited for the right moment to reveal itself, she now seizes that moment, and, supported by her exiled children in America and by gallant allies in Europe, but relying in the first on her own strength, she strikes in full confidence of victory.

We declare the right of the people of Ireland to the ownership of Ireland, and to the unfettered control of Irish destinies, to be sovereign and indefeasible. The long usurpation of that right by a foreign people and government has not extinguished the right, nor can it ever be extinguished except by the destruction of the Irish people. In every generation the Irish people have asserted their right to national freedom and sovereignty; six times during the last three hundred years they have asserted it to arms. Standing on that fundamental right and again asserting it in arms in the face of the world, we hereby proclaim the Irish Republic as a Sovereign Independent State, and we pledge our lives and the lives of our comrades-in-arms to the cause of its freedom, of its welfare, and of its exaltation among the nations.

The Irish Republic is entitled to, and hereby claims, the allegiance of every Irishman and Irishwoman. The Republic guarantees religious and civil liberty, equal rights and equal opportunities to all its citizens, and declares its resolve to pursue the happiness and prosperity of the whole nation and all of its parts, cherishing all of the children of the nation equally and oblivious of the differences carefully fostered by an alien government, which have divided a minority from the majority in the past.

Until our arms have brought the opportune moment for the establishment of a permanent National, representative of the whole people of Ireland and elected by the suffrages of all her men and women, the Provisional Government, hereby constituted, will administer the civil and military affairs of the Republic in trust for the people.

We place the cause of the Irish Republic under the protection of the Most High God. Whose blessing we invoke upon our arms, and we pray that no one who serves that cause will dishonour it by cowardice, in humanity, or rapine. In this supreme hour the Irish nation must, by its valour and discipline and by the readiness of its children to sacrifice themselves for the common good, prove itself worthy of the august destiny to which it is called.

Signed on Behalf of the Provisional Government.

*Thomas J. Clarke,
Sean Mac Diarmada, Thomas MacDonagh,
P. H. Pearse, Eamonn Ceannt,
James Connolly, Joseph Plunkett*

Source : <http://www.iol.ie/~dluby/proclaim.htm>

BIBLIOGRAPHIE

1 – Ouvrages

ALEXANDER, Y. et O'DAY, A., *Ireland's Terrorist Dilemma*, Dordrecht ; Martinus Nijhoff Publishers, 1986.

ARTHUR, P., "The media and politics in Northern Ireland", in SEATON, J. and PIMDOTT, B., *The Media in British Politics*, Aldershot ; Gower, 1987.

BAIRNER, A., "The Media", in AUGHEY, Arthur, *Northern Ireland Politics*, Londres ; Longman group limited, 1996.

BISHOP, P. et MALLIE, E., *The Provisional IRA*, Londres ; Corgi, 1987.

BOWYER BELL, J., *The Secret Army : the IRA*, Dublin ; Transaction Publishers, 1997.

BUTLER, D., *The Trouble with Reporting Northern Ireland. The British State, the Broadcast Media and Nonfictional Representation of the Conflict*, Aldershot ; Avebury, 1995.

COLLINS, T., *The Irish Hunger Strike*, Dublin ; White Island Books, 1986.

COOGAN, T.P., *The IRA*, Londres ; Fontana, 1987.

CURTIS, L., *Ireland, the Propaganda War, the British Media and the Battle for Hearts and Minds*, Londres ; Pluto Press, 1984.

GUELDARD, I., CRAIG, K., *IRA, INLA : Foreign Support and International Connections*, Londres ; Institute for the Study of Terrorism, 1988.

McKITTRICK, D., *Despatches from Belfast*, Belfast ; Blackstaff Press, 1989.

McLOONE, M., *Broadcasting in a Divided Community: Seventy Years of the BBC in Northern Ireland*, Belfast ; Dufour Editions, 1996

MILLER, D., *Don't Mention the War, Northern Ireland, Propaganda and the Media*, Londres ; Pluto Press, 1994.

MILNE, A., D.G., *The Memoirs of a British Broadcaster*, Londres ; Hodder and Stoughton, 1988.

MOLONEY, E., *A Secret History of the IRA*, Harmondsworth ; Penguin, 2003.

O'DOHERTY, E., *The IRA at War, 1916 to Present, an Illustrated History*, Dublin ; Mercier Press, 1985.

O'DOHERTY, M., *The Trouble with Guns: the Military Strategy of the Provisional IRA*, Belfast ; Blackstaff Press, 1997.

ROLSTON, B., *The Media and Northern Ireland, Covering the Troubles*, Basingstoke ; Macmillan, 1991.

SCHLESINGER, P., *Media, State and Nation. Political Violence and Collective Identities*, Londres ; Sage, 1991.

SIDWELL, R., *The Blood of Enniskillen*, Lewes ; The Books Guild, 1989.

SLUKA, J.-A., *Hearts and Minds, Water and Fish : Support for the IRA and INLA in a Northern Irish Ghetto*, Londres ; Jai Press Inc., 1989.

2 - Article de revue

SERGEANT, J.C., « Les médias britanniques dans l'état », *Le Monde diplomatique*, juillet 1991.

3 – Sites Internet

www.cain.ulst.ac.uk (Conflict Archive on the Internet)

www.csis-scrs.gc.ca (site du Service canadien du renseignement de sécurité)

www.terrorisme.net

www.thucydide.com

www.monde-diplomatique.fr

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
<u>I. APPREHENDER LE TERRORISME REPUBLICAIN POSE DE VERITABLES CAS DE CONSCIENCE AUX MEDIAS</u>	2
<u>A) Des mécanismes et un contexte particuliers</u>	2
1 – Les médias doivent faire face à de vrais dilemmes	2
2 – Tous les médias ne sont pas égaux face à ces difficultés	2
3 – La puissance de la presse écrite	4
<u>B) Implications et enjeux</u>	5
1 – L’obligation de choisir judicieusement les termes employés	5
2 – De nombreuses dérives vers une désinformation dues le plus souvent à beaucoup de maladresse	6
3 – Les médias deviennent ainsi des objectifs à conquérir ou à contrôler	8
4 – Le gouvernement resserre son étreinte sur les médias	9
<u>C) L’épineux problème de la censure</u>	10
1 – La censure divise chaque camp	11
11 – <i>Les partisans de la censure</i>	11
12 – <i>Les adversaires de la censure</i>	12
2 – Une mise en pratique de la censure très évolutive	13
21 – <i>Au départ, une auto censure bienveillante et responsable suffit</i>	13
22 – <i>Avant l’instauration d’une censure drastique en 1988</i>	14
3 – Les conséquences de la censure	15

II. <u>L'IRA : UNE ORGANISATION TERRORISTE A PART</u>	18
<u>A) L'IRA bénéficie historiquement d'une forte sympathie au sein de la communauté catholique</u>	18
1 – L'IRA, seul défenseur des valeurs républicaines	18
2 – L'IRA a su habilement construire sa popularité	19
<u>B) Les contradictions de l'IRA attisent une curiosité naturelle</u>	20
1 – L'IRA est à la fois une organisation secrète et publique	20
2 – L'IRA est une organisation très structurée, qui a pourtant donné naissance à de multiples courants dissidents	21
3 – L'IRA est un surprenant mélange de professionnalisme abouti et d'amateurisme confondant	22
4 – Les actes de l'IRA contredisent son message et brouillent son image	23
<u>C) La stratégie médiatique de l'IRA est surtout déconcertante</u>	25
1 – Une stratégie médiatique simpliste, orientée essentiellement vers la démonstration de puissance	25
2 – Des relations complexes avec le monde des médias	27
21 – <i>Avec les journalistes</i>	27
22 – <i>Une presse républicaine influente comme porte-voix</i>	28
3 – La grève de la faim comme arme de propagande	30
31 – <i>Un mode d'action percutant et traditionnel</i>	30
32 – <i>L'épisode tragique de 1981</i>	31
CONCLUSION	33
ANNEXE 1 : L'Irlande (carte)	34

ANNEXE 2 : L'Irlande divisée (carte)	35
ANNEXE 3 : Chronologie	36
ANNEXE 4 : Texte de la Proclamation de la république par le gouvernement provisoire (Pâques 1916)	41
BIBLIOGRAPHIE	43